

## Rapport de Groupe

Russie : la Fédération en guerre.

« L'Église Orthodoxe »

QUEST'IE 2025

Clémence HÉBERT

Julie REMAY

Camille PITROU

Victoire LE GALL

Pierre GAUVRIT

Henri LAUTURE

Louis-Marie de BADTS de CUGNAC

## Table des matières

Introduction.....	<b>5</b>
1. L’Eglise orthodoxe russe face au pouvoir politique : de la subordination impériale à l’instrumentalisation contemporaine .....	<b>6</b>
1.1 Sous l’Empire russe .....	6
1.2 La révolution bolchévique .....	6
1.3 Période post-URSS (de 1991 à aujourd'hui) .....	7
2. L’Eglise orthodoxe russe comme élément de structuration de la guerre en ukraine .....	<b>8</b>
1.1 Soutien idéologique au régime .....	8
1.2 Le rôle social de l’Église orthodoxe .....	9
1.3 Le financement de l’Église orthodoxe russe .....	10
3. L’Eglise orthodoxe russe au service de la projection de puissance extérieure de la fédération de russie .....	<b>12</b>
3.1 L’action internationale de l’Église orthodoxe russe : structuration des réseaux et stratégies d’influence.....	12
3.2 Justification idéologique et rhétorique de la politique étrangère russe .....	14
3.3 Soutien opérationnel au régime et lien avec le renseignement .....	15
Conclusion .....	<b>17</b>
Bibliographie.....	<b>18</b>

## Résumé exécutif

L'étude de l'Église orthodoxe russe (EOR) montre comment une institution religieuse, dans un État officiellement laïque, est devenue un levier majeur de légitimation du pouvoir, de cohésion sociale interne et un amplificateur de puissance et d'influence extérieure dans une Russie en guerre. Elle agit simultanément sur l'idéologie, les comportements collectifs et les réseaux transnationaux.

Ce rapport retrace tout d'abord l'arrière-plan historique. Sous l'Empire, l'Église est étroitement subordonnée au pouvoir impérial et participe à la sacralisation du tsar. La rupture bolchévique instaure un athéisme d'État et une persécution massive, avant un retour pragmatique sous Staline en 1943. La période post-soviétique ouvre une recomposition profonde. À partir des années 2000, l'alliance entre le Kremlin et le Patriarcat de Moscou s'institutionnalise. Le pouvoir valorise l'orthodoxie comme repère identitaire. En échange, le Patriarcat bénéficie d'un statut privilégié et d'une présence accrue dans l'espace public. Dans une société largement sécularisée, l'orthodoxie relève d'une identité culturelle plus que d'une pratique. L'identité religieuse devient un marqueur national utile au régime, permettant la consolidation d'une vision conservatrice de la Russie.

L'étude montre ensuite le rôle idéologique et social de l'EOR depuis l'invasion en Ukraine. Le patriarche Kirill soutient la narration d'un affrontement « métaphysique » du conflit. Le discours religieux présente la guerre comme une lutte morale et spirituelle, opposant la Russie à un modèle occidental jugé décadent. Le concept de « Русский мир » (translittéré en français en *Rousski mir*) sert de cadre idéologique. Il présente la Russie comme le cœur d'un espace spirituel et culturel unique, justifiant une logique de protection, voire de récupération, des territoires jugés « liés » à la Russie. Cette rhétorique sacralise la guerre et cherche à transformer la contrainte politique en devoir moral. Cette sacralisation du conflit s'apparente à une réinterprétation de la notion de « guerre juste ». La Russie soutient une politique intérieure conservatrice : normes familiales, rejet des droits LGBTQ+, valorisation d'un ordre social hiérarchisé. Sur le terrain social, l'Église agit concrètement par des actions caritatives et un encadrement symbolique des forces armées. Cela permet de contribuer au maintien de la cohésion autour de l'effort de guerre. Sur le plan économique, le financement de l'EOR reste complexe et mêle des revenus internes et des soutiens étatiques et privés.

Enfin, le rapport met en évidence la dimension externe de l'orthodoxie russe. L'action internationale de l'EOR repose sur la structuration de réseaux et sur l'occupation du terrain social. En Afrique, la création en 2021 d'un exarchat continental et l'ouverture rapide de centaines de paroisses renforcent l'implantation russe par des relais religieux, caritatifs et communautaires. En Europe, les diasporas russophones constituent un capital social mobilisable. Les paroisses servent de lieux d'entraide, de socialisation et de transmission identitaire. Des instruments culturels comme la Fondation *Rousski mir* renforcent cette cohérence narrative. Dans l'espace post-soviétique, les liens religieux entretiennent des canaux de relation et favorisent la diffusion de récits alignés avec les intérêts russes. Dans le Caucase, l'exemple azerbaïdjanais illustre une présence institutionnelle discrète mais structurée de l'EOR via l'éparchie de Bakou. Dans les Balkans, la Serbie occupe une place singulière dans l'imaginaire religieux de Moscou, avec une coopération ecclésiale et une circulation de récits favorables à la Russie.

## Méthodologie

Ce dossier adopte une démarche analytique et pluridisciplinaire centrée sur l'étude de l'Église orthodoxe russe (EOR) comme acteur pivot de la trajectoire politique et stratégique de la Fédération de Russie. L'étude explore comment cette institution religieuse s'est imposée, tant sur la scène intérieure qu'internationale, comme un levier fondamental de légitimation du pouvoir, de cohésion sociale et de projection de puissance. L'analyse porte une attention particulière à l'imbrication entre le fait religieux, l'identité nationale et les enjeux géopolitiques, notamment dans le cadre du conflit en Ukraine. L'orthodoxie y est envisagée non seulement comme une foi, mais aussi comme un outil de mobilisation idéologique et un vecteur d'influence transnationale.

La réflexion s'articule autour de trois piliers. Une perspective historique et institutionnelle permet dans un premier temps de retracer l'évolution des relations Église-État, de la subordination sous l'Empire tsariste à la renaissance institutionnelle contemporaine. Il se poursuit par une analyse sociopolitique interne du rôle de l'EOR dans la fabrique des normes sociales, notamment à travers la promotion de valeurs conservatrices et d'une éducation patriotique destinée à soutenir l'effort de guerre. Enfin, l'analyse porte sur la projection extérieure de l'institution en détaillant la structuration de réseaux diocésains mondiaux et les liens opérationnels avec les services de renseignement.

Pour garantir une analyse équilibrée, le corpus de recherche croise des sources diversifiées, incluant les discours officiels et sermons du patriarche Kirill, la doctrine sociale de l'Église orthodoxe et les cadres législatifs russes récents. Cette base est complétée par des données sociologiques issues de différents organismes afin de nuancer l'adhésion religieuse réelle au sein d'une société largement sécularisée. L'étude intègre également des expertises académiques et des enquêtes spécialisées sur le financement ecclésial et les stratégies d'influence à l'étranger.

Malgré l'opacité des flux financiers de l'institution et la difficulté d'accéder à la dissidence interne au sein du clergé, ce rapport ambitionne de décrypter les mécanismes par lesquels l'EOR agit comme un amplificateur de puissance au service de la Russie. L'objectif final est de comprendre comment ces dispositifs participent au soutien politique, symbolique et informationnel d'un État engagé dans une confrontation mondiale.

## Introduction

« Ce qui se joue aujourd'hui est une lutte métaphysique pour la préservation de nos valeurs spirituelles », déclarait le patriarche Kirill, dirigeant de l'Église orthodoxe russe, au début du conflit en Ukraine. Cette affirmation illustre la place centrale occupée par l'Église orthodoxe russe dans la construction du discours idéologique du Kremlin. Autrefois relayée au second plan, l'institution religieuse s'inscrit désormais au cœur des dynamiques sociopolitiques et des stratégies d'influence portées par la Fédération de Russie. Dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la confrontation stratégique entre la Russie et les puissances occidentales, l'Église orthodoxe russe apparaît comme un instrument de légitimation idéologique et de structuration sociale.

L'Église orthodoxe rassemble environ 300 millions de fidèles dans le monde et repose sur une communion de sept Églises autocéphales. Le schisme de 1054 marque la rupture entre l'évêque de Rome et le Patriarcat de Constantinople. Il entérine la séparation entre les Églises d'Orient et d'Occident, notamment autour de la question du *Filioque* et de l'autorité papale. Malgré leur indépendance institutionnelle, les Églises orthodoxes demeurent théologiquement unies. Elles partagent une même liturgie byzantine et une vénération commune des icônes.

L'Église orthodoxe russe compte plus de 110 millions de fidèles, ce qui en fait la plus importante des Églises orthodoxes. Devenue autocéphale en 1589 avec la création du Patriarcat de Moscou, elle s'est progressivement imposée comme une institution majeure du monde orthodoxe. Cette centralité se manifeste notamment dans sa capacité à contester l'autorité traditionnelle du Patriarcat de Constantinople, héritier historique de Byzance et longtemps considéré comme le primat d'honneur de l'orthodoxie. C'est dans ce contexte qu'en octobre 2018, le Patriarcat de Moscou a rompu ses relations avec celui de Constantinople, provoquant un schisme au sein du monde orthodoxe.

Les principes affirmés par la Constitution russe de 1993, proclamant le caractère laïc de l'État, contrastent avec la réalité d'une relation étroite ambiguë entre les élites politiques et religieuses. Toutefois, l'orthodoxie, aux côtés de l'islam, du judaïsme et du bouddhisme, est reconnue comme l'une des religions dites « traditionnelles » de la Fédération de Russie. Ce pluralisme demeure cependant hiérarchisé. L'Église orthodoxe russe se voit attribuer une position dominante et une fonction de vecteur identitaire.

La société russe reste néanmoins largement sécularisée. Dans ce contexte, l'appartenance à l'Église orthodoxe relève davantage d'une identité culturelle et nationale que d'un engagement religieux effectif. Cette réalité apparaît clairement dans les données d'opinion. Selon un sondage réalisé par le Centre Levada en avril 2022, 71 % des personnes interrogées déclarent appartenir à l'Église orthodoxe russe, tandis que 53 % se disent « très religieuses ». Ces chiffres doivent toutefois être nuancés. Environ un tiers des personnes se revendiquant orthodoxes déclarent ne pas croire en Dieu, et la pratique religieuse demeure limitée, avec seulement 9 % des sondés déclarant fréquenter régulièrement les offices. Cela souligne le caractère identitaire de l'orthodoxie dans la Russie contemporaine.

## 1. L'Église orthodoxe russe face au pouvoir politique : de la subordination impériale à l'instrumentalisation contemporaine (Annexe n°1 et n°2).

### 1.1 Sous l'Empire russe.

Sous l'Empire russe (1721-1917), l'Église orthodoxe ne se limite pas à un rôle spirituel. Étroitement intégrée au pouvoir impérial, elle fonctionne de fait comme une « Église d'État », placée sous l'autorité du tsar. Un tournant majeur intervient sous le règne de *Pierre le Grand*, lorsqu'en 1721 celui-ci abolit le Patriarcat de Moscou et le remplace par le Saint-Synode, organe administratif contrôlé par l'État. L'Église est alors placée sous tutelle directe du pouvoir impérial, perdant son autonomie institutionnelle. En contrepartie, elle joue un rôle central dans la sacralisation du tsar, présenté comme un souverain choisi par Dieu et garant de l'ordre politique et social. En 1833, cette alliance se renforce, notamment à travers la triade formalisée par le ministre de l'Éducation Sergueï Oouvarov, « Orthodoxye, Autocratie, Nationalité », qui fait de la foi orthodoxe le ciment identitaire de l'Empire russe. Parallèlement, l'Église sert de vecteur d'unité sociale et politique, notamment par la russification des territoires conquis. Enfin, l'orthodoxie constitue le fondement spirituel d'une Russie impériale multiethnique. Le tsar se présente comme le protecteur suprême de tous les orthodoxes, y compris hors des frontières de l'Empire, notamment dans les *Balkans ottomans*. Cependant, cette étroite dépendance entre l'Église et l'État devient une faiblesse au début du XX<sup>e</sup> siècle. Lors de la révolution de 1905, puis face à l'essor des mouvements libéraux et socialistes, l'Église orthodoxe apparaît largement associée à l'autocratie tsariste. Cet événement entache sa légitimité auprès d'une partie de la population. À la veille de la Révolution d'octobre de 1917, cette alliance séculaire entre le trône et l'autel contribue à la fragilisation simultanée du pouvoir impérial et de l'Église elle-même.

### 1.2 La révolution bolchévique.

La Révolution d'Octobre 1917 marque une rupture brutale, instaurant un athéisme d'État fondé sur la doctrine marxiste, qualifiant la religion d'« opium du peuple ». Dès les années 1920, Lénine lance une offensive violente avec la confiscation des biens ecclésiastiques et la création de la « Ligue des militants athées » en 1925. Mais c'est sous la terreur stalinienne des années 1930 que la persécution atteint son paroxysme. Plus de 100 000 clercs sont exécutés ou emprisonnés, et des symboles nationaux comme la cathédrale du Christ-Sauveur sont dynamités en 1931 pour effacer la mémoire spirituelle du pays. Pourtant, l'invasion allemande de 1941 force Staline à un pragmatisme cynique. De ce fait, pour galvaniser le patriotisme, il s'adresse à la nation en « frères et sœurs ». En 1943, il autorise l'élection du Patriarche Serge 1<sup>er</sup>, scellant une alliance de survie dans laquelle l'Église devient un instrument de mobilisation patriotique contrôlé par le pouvoir. Cette trêve est rompue par Nikita Khrouchtchev qui, tout en déstalinisant le pays, relance une persécution administrative massive dans les années 1960, fermant environ 10 000 églises. La véritable résurrection institutionnelle ne s'amorce qu'avec la *Perestroïka* et la célébration fastueuse du millénaire du baptême de la Russie en 1988, point de bascule symbolique de la fin de l'athéisme officiel. Ce renouveau est juridiquement consolidé par la loi de 1990 sur la liberté de conscience, qui met fin à la surveillance systématique des institutions religieuses, puis par la loi de 1997 qui consacre l'orthodoxie comme « élément inaliénable

de l'héritage historique » russe et lui confère un statut privilégié par rapport aux autres confessions afin de combler le vide idéologique laissé par la chute de l'URSS. Malgré ces 70 ans d'athéisme d'État, [une pratique clandestine](#) (catacombes, offices discrets, baptêmes secrets...) a maintenu une foi souterraine vivace, notamment dans les campagnes et chez certaines élites traditionalistes. Vladimir Poutine lui-même, [baptisé enfant en 1952 dans une église de Leningrad à l'époque soviétique](#), incarne ce retour politique de l'orthodoxie. De ce fait, une fois élu en 2000, il s'appuie sur cette religion résiliente pour restaurer un récit national spirituel, se posant en protecteur de « l'âme russe ».

### 1.3 Période post-URSS (1991 - aujourd'hui).

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000 transforme profondément [les relations entre le Kremlin et le Patriarcat](#). Le patriarche Kirill, alors métropolite, met en place un groupe de travail chargé d'élaborer les fondements d'une doctrine sociale de l'Église orthodoxe russe, officiellement adoptée en 2000. [L'Église orthodoxe devient un pilier du récit d'un « État fort »](#), apportant au régime une légitimité historique, morale et civilisationnelle. En échange de son soutien politique, le Patriarcat bénéficie d'un statut privilégié, marqué par une présence accrue dans l'Ecole, l'Armée et les médias, ainsi que par des mesures législatives favorables à son expansion.

À partir de 2009, [l'Église soutient la promotion d'un patriotisme d'État conservateur](#), notamment sur les questions sociétales et la place de la Russie dans le monde. Ce pacte s'est cristallisé lors du retour de Poutine en 2012, marqué par une bénédiction patriarcale lors de l'investiture présidentielle et une riposte commune contre la dissidence lors de l'affaire des Pussy Riot. Dès lors, le Patriarcat apporte une substance idéologique et morale au conservatisme anti-occidental du régime. Des lois contre la « propagande homosexuelle » et soutenant la dépénalisation des violences domestiques sont promulguées, tandis que la « foi en Dieu » et le « mariage traditionnel » sont inscrits dans la Constitution de 2020.

Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'Église orthodoxe russe fait face à des dissensions, parallèlement à l'alignement public du patriarche Kirill sur la ligne du Kremlin. Selon l'expert des religions, [Andreï Chichkov](#), une vingtaine d'évêques sur plus de 300 soutiennent activement la guerre, tandis que certains contestent cette instrumentalisation, dénonçant la politisation de la foi et [appelant à la paix](#). La résistance interne à l'Église orthodoxe russe reste largement invisibilisée par la hiérarchie et le pouvoir, tandis qu'une grande partie des fidèles et du clergé reste silencieuse, comme le montre un sondage *Levada* de mars 2023 (20% d'opposition nette à la guerre). Des analystes notent [une fatigue de la guerre](#) et une attitude d'adaptation résignée en Russie, notamment chez les orthodoxes pratiquants, où les positions varient.

[L'agenda religieux du patriarche Kirill présente une affinité partielle avec celui de Vladimir Poutine](#), notamment dans l'opposition au monde matérialiste, libéral et sécularisé et dans la défense d'une civilisation russe investie d'une dimension messianique. Toutefois, cette proximité connaît parfois des limites : si Kirill insiste sur l'idée de « Sainte Russie » comme espace spirituel, il a pu affirmer dans le passé que les frontières religieuses ne doivent pas se confondre avec les frontières politiques. Cette ambivalence peut expliquer sa prudence lors de l'annexion de la Crimée en 2014. Bien que la péninsule soit symboliquement intégrée à la « Sainte Russie », elle relevait alors de l'Église orthodoxe ukrainienne rattachée au Patriarcat de Moscou, plaçant le patriarche dans une position

délicate, perceptible à travers son absence lors de la cérémonie officielle et l'usage du terme de « frères » pour qualifier les Ukrainiens.

Par ailleurs, [la référence récurrente au « baptême de la Russie » renvoie en réalité à la commémoration du millénaire du baptême de la Rus' célébrée en 1988](#), événement fondateur dans la reconstruction religieuse et identitaire de la Russie post-soviétique. Si le baptême historique de 988 a eu lieu à bien lieu à Kiev, elle concerne l'ensemble de la Rus' de Kiev, un espace où ni l'Ukraine ni la Russie n'existent. Sa réinterprétation mémorielle à partir de 1988 a contribué à forger l'imaginaire d'un espace spirituel commun, antérieur aux États-nations modernes, auquel d'ailleurs beaucoup de slaves adhèrent volontiers. C'est sur cette mémoire religieuse réactivée que s'appuie le discours du *Русский мир* (*Roussky Mir*, Monde russe), en établissant une continuité symbolique entre la Rus' médiévale et la « Sainte Russie » contemporaine.

Dans cette perspective, [Kirill mobilise cet héritage avant tout dans une logique ecclésiologique et spirituelle](#), insistant sur l'unité historique de la foi orthodoxe plutôt que sur une revendication territoriale explicite. Cette posture contribue à expliquer les ambiguïtés de son positionnement face aux initiatives politiques du Kremlin, révélant la tension persistante entre l'imaginaire religieux partagé, réactivé depuis 1988, et son instrumentalisation politique dans le contexte des recompositions post-soviétiques et de la guerre en Ukraine.

## 2. L'Église orthodoxe russe comme instrument idéologique et social de la guerre en Ukraine.

### 2.1 Soutien idéologique au régime.

Pour autant, l'Église russe en tant qu'institution, sous la férule du patriarche Kirill depuis 2008, fait bien la promotion du *Roussky Mir*. Cette notion utilisée aussi bien lors de l'annexion de la Crimée en 2014 qu'en Ukraine en 2022, participant ainsi à la légitimation des invasions. C'est un concept idéologique qui a été [constamment développé par le Kremlin au cours des deux dernières décennies](#), englobant la culture russe et son influence sur le monde environnant. [L'idée d'un monde russe spécifique n'est pas nouvelle](#) : déjà utilisée sous l'Empire russe, elle est réactivée après la chute de l'URSS et employée massivement sous Poutine. Le monde russe repose sur une conception ethnocentrique et anti-œcuménique de l'Église avec l'idée centrale d'un espace spirituel unique regroupant slavité et orthodoxie. Cette notion vise à définir un monde impérial spécifique obéissant à sa propre logique et dont la Russie constitue le cœur et l'âme. Dans un discours prononcé à la veille de l'invasion de 2022, Vladimir Poutine a ainsi présenté l'Ukraine comme « [partie intégrante de l'histoire, de la culture et de l'espace spirituel russe](#) », illustrant donc la manière dont ce registre symbolique sert à nier l'autonomie de l'État ukrainien. Le *Russkiy Mir* fonctionne alors comme une idéologie irrédentiste, justifiant la récupération de territoires et converge avec l'idéologie de « l'étranger proche » où les pays voisins, comme l'Ukraine, sont vus comme des espaces naturels d'influence russe, parce que, entre autres, ils ont les mêmes croyances.

Ce soutien à la guerre en Ukraine se retrouve dans les prises de positions du patriarche Kirill qui, malgré l'expression de quelques réserves face à l'invasion en Ukraine, a depuis multiplié les

déclarations de soutien. Dans plusieurs de ses sermons, il qualifie l'invasion de « [combat métaphysique](#) » et la présente ainsi comme une lutte spirituelle qui va bien au-delà d'un conflit purement géopolitique. Dans les mois qui ont suivi le lancement de l'opération, Kirill a béni les forces armées, ce qui met en exergue la dialectique spirituelle comme un des aspects du conflit. En effet, selon lui, le combat oppose la Russie à un Occident décadent et incarnant les « forces du mal ». C'est une rhétorique eschatologique, où la Russie incarne le *katechon*, c'est-à-dire la puissance capable de « [protéger le monde, et surtout la Sainte Russie, des assauts du globalisme et de l'Occident tombé dans le satanisme](#) ». La guerre n'est donc plus une agression, mais une guerre juste protégeant la civilisation chrétienne traditionnelle : une guerre explicitement qualifiée de « sainte » dans un document approuvé par Kirill lors du 25<sup>e</sup> Congrès mondial du peuple russe en mars 2024.

Pour pallier les difficultés de mobilisation, le discours religieux a intégré une dimension sotériologique controversée. Dès septembre 2022, le patriarche Kirill a affirmé que la mort au combat dans l'exercice du devoir militaire « [lave tous les péchés](#) », assimilant le soldat russe à un martyr de la foi. Cette théologie du sacrifice, condamnée comme hérétique par de nombreuses instances œcuméniques en Russie, instrumentalise la foi pour transformer les soldats en héros spirituels, verrouillant la loyauté des fidèles envers l'effort de guerre.

En interne, Kirill transmet donc aux fidèles un message clair : la Russie défend des valeurs morales traditionnelles contre un Occident décadent, individualiste, libéral et athée. Ce type de message, diffusé via les églises, les écoles et les médias, unifie la société autour d'une identité morale supérieure où la guerre devient un devoir patriotique et spirituel. Concrètement, il se traduit dans le rôle social de l'Église avec un soutien aux familles de soldats, une éducation patriotique et un renforcement des valeurs conservatrices au quotidien.

## 2.2 Le rôle social de l'Église orthodoxe.

Depuis les années 2000, l'Église orthodoxe russe a progressivement étendu son influence religieuse pour intervenir dans les domaines stratégiques de la vie sociale. Cette expansion s'appuie sur une [alliance tacite avec l'État russe](#), qui lui concède des domaines d'influence en échange d'une légitimité morale et idéologique. L'Église n'est plus une institution isolée, mais un acteur majeur de la fabrique des normes sociales et des politiques publiques.

Depuis le lancement de « l'opération militaire spéciale », en février 2022, l'Église orthodoxe russe joue un rôle central dans le soutien concret aux familles de soldats et aux blessés, via des actions caritatives et pastorales massives. Le département synodal pour la coopération avec les Forces armées, dirigé par l'évêque Antoine depuis 2022, coordonne le déploiement de plus de 200 aumôniers orthodoxes dans la zone des opérations. Ils y assurent des confessions, des baptêmes avant combat pour renforcer le moral des soldats et des cérémonies funéraires collectives sacralisant les morts comme « martyrs de la foi ». En octobre 2022, le Patriarcat a lancé une [campagne nationale de collecte de fonds](#) pour les « personnes touchées dans la zone d'opération spéciale », levant des dizaines de millions de roubles pour des aides financières, des logements et des soins pour les veuves et orphelins de « héros ». Le réseau de l'Église transforme ainsi le sacrifice consenti en devoir spirituel, verrouillant la cohésion sociale autour de l'effort de guerre. Les paroisses organisent également des activités diverses comme des dons alimentaires, le tissage de filets de camouflage, ou encore la fabrication de

bougies de tranchée tandis que durant le catéchisme, les enfants écrivent des lettres aux soldats. Par ses actions, l'Église soutient directement l'effort de guerre en mobilisant concrètement les fidèles pour pallier les faiblesses logistiques de l'État et maintenir le moral des familles.

En parallèle, l'Église est également directement [engagée sur le terrain au côté des Armées](#). La relation entre les deux institutions est encadrée depuis 2013 par la « [Réglementation sur le clergé militaire de l'Église Orthodoxe Russe dans la Fédération de Russie](#) ». Des popes sont présents sur le champ de bataille en tant qu'aumôniers militaires. Ils jouent un rôle important pour le moral des troupes en les galvanisant et en insistant sur le caractère sacré du conflit en cours. Afin d'adapter la formation des clercs à la ligne de front, un module intitulé « [Fondamentaux de la formation du clergé pour le service dans les zones de guerre](#) » a été intégré à leur formation.

Parallèlement, l'Église s'implique activement dans l'éducation pour inculquer un patriotisme religieux à la jeunesse. Dans les écoles publiques, des modules obligatoires intitulés « bases de la culture orthodoxe », sont mis en place à la suite de la signature, en novembre 2022, d'[un décret présidentiel approuvant les « Fondements de la politique d'État pour préserver et renforcer les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes »](#). Ce texte encadre la dimension éducative et patriotique via des cours sur le patriotisme, le service de la Patrie, la famille, la foi, la continuité historique, en cohérence avec la Stratégie de sécurité nationale. Des leçons sur l'histoire sacrée de la Rus' de Kiev et le devoir de défendre le *Roussky Mir* contre l'OTAN, avec des interventions régulières de prêtres pro-guerre, sont au cœur des programmes. De plus, en 2023, sous l'égide du Patriarcat, les clubs « [Zov](#) » sont lancés. Ce sont des clubs orthodoxes militarisés, organisant des camps d'été mêlant prières pour les soldats, exercices de tir et serments d'allégeance au régime, touchant des milliers d'adolescents. Via des médias comme YouTube ou des podcasts paroissiaux, ces initiatives diffusent des témoignages de « héros » glorifiés auprès des jeunes, forgeant ainsi une génération loyale à l'effort de guerre.

Enfin, l'EOR promeut des valeurs conservatrices exacerbées pour maintenir la cohésion sociale en temps de crise. Des rencontres paroissiales insistent sur la famille « traditionnelle » nucléaire et patriarcale comme [rempart démographique](#) face aux pertes militaires, appelant à une « procréation patriotique ». Les mères de soldats sont érigées en véritables héroïnes et les familles nombreuses sont présentées comme garantes de la victoire spirituelle. Elles constituent, dans la famille russe, une position centrale dans la gestion du foyer, l'éducation des enfants et la transmission des normes. La famille traditionnelle est donc perçue comme pilier de résilience nationale face à la guerre en Ukraine, en liant explicitement natalité, morale et effort militaire. La promotion des « valeurs traditionnelles » est un sujet clé pour l'Église orthodoxe depuis plusieurs décennies, avec une condamnation récurrente de l'avortement et des droits des personnes LGBTQ+, présentées comme symboles de la « culture de la mort » et de la « déviance » occidentale. Prêches et ateliers conjugaux luttent contre « la décadence occidentale », opposant la pureté russe à un ennemi décadent, renforçant ainsi la résilience des familles mobilisées. Ces actions sociales concrètes ancrent l'idéologie du *Roussky Mir* dans le quotidien, préparant la voie à son [instrumentalisation politique](#).

### 2.3 Le financement de l'Église orthodoxe russe.

L'Église orthodoxe russe dispose d'un système de financement complexe et peu transparent. Contrairement à ce que pourrait suggérer son apparence d'institution spirituelle unifiée, le financement de l'Église est fortement décentralisé, distribué parmi des milliers d'entités autonomes (paroisses, diocèses, monastères) avec un contrôle central limité.

Selon le statut officiel du Patriarcat de Moscou, les ressources financières de l'Église proviennent de plusieurs sources internes : denier du culte, dons volontaires des fidèles et entités privées lors des célébrations et rites religieux (baptêmes, mariages, funérailles, messes), contributions d'entreprises, organisations publiques ou privées, revenus générés par les institutions et entreprises affiliées à l'Église (écoles, ventes d'objets religieux, icônes, publications, bougies), revenus financiers issus de titres ou de dépôts bancaires et les allocations internes provenant de paroisses et diocèses vers le Patriarcat central.

Ce système fonctionne comme un mécanisme de redistribution centralisée inégal : les églises locales reversent un pourcentage de leurs recettes aux diocèses, lesquels contribuent à leur tour au Patriarcat central. Cependant, selon Nikolaï Mitrokhine, expert du CNRS spécialisé sur l'Église russe, « [\*les finances de l'Église sont dispersées entre des dizaines de milliers d'entités particulières\*](#) » et « [\*le budget général de l'Église est petit, parce que les éparchies ne versent presque rien au centre administratif, au Patriarcat de Moscou\*](#) ».

L'une des principales sources de revenus commerciaux de l'Église est [\*l'usine Sofrino\*](#), qui fabrique du mobilier, des icônes, des bougies, des vêtements et autres objets liturgiques vendus aux paroisses russes. Certains diocèses et structures affiliées à l'Église [\*possèdent des entreprises dans divers secteurs économiques\*](#) : exploitation de carrières, sociétés de BTP et construction, investissements historiques dans l'automobile, l'immobilier, secteur hôtelier via des entités intermédiaires, chaîne de télévision. Ces activités commerciales font de l'Église un acteur économique non négligeable, malgré une transparence financière globale très limitée.

L'État russe consacre des fonds publics substantiels à l'Église, particulièrement depuis les années 2010. Entre 2012 et 2015, le gouvernement russe a versé au Patriarcat de Moscou et à ses structures [\*environ 14 milliards de roubles\*](#) (149 millions d'euros), souvent dans le cadre de programmes fédéraux dédiés au développement de « centres spirituels » ou à la restauration du patrimoine religieux. Pour l'année 2016 seule, environ 2,6 milliards de roubles ont été alloués à ces fins, soulignant l'intégration croissante des dépenses ecclésiales dans le budget public fédéral (rénovation de bâtiments, centres éducatifs, restauration monastiques).

Au-delà des allocations budgétaires, l'État a procédé à des transferts immobiliers massifs vers l'Église via l'Agence fédérale russe de gestion des biens de l'État (Росимущество, translittérée en Rosimouchchestvo). Ces transferts incluent des terrains, des bâtiments historiques, des monastères et églises restituées après la période soviétique. Cela augmente le patrimoine foncier du Patriarcat, sans de contrepartie apparente. L'absence quasi totale de transparence permet l'opacité sur l'usage réel de ces fonds et facilite l'instrumentalisation géopolitique de l'institution religieuse à l'échelle internationale.

La construction de nouvelles églises ou de projets religieux majeurs est souvent soutenue par des fonds privés et du mécénat corporatif en étroite collaboration avec le pouvoir politique. Le programme emblématique des « 200 églises » de Moscou en est l'exemple le plus visible : une fondation dédiée a reçu d'importantes contributions de la part de dirigeants d'entreprises russes, fonds d'investissement, et grandes corporations (secteurs pétrole, gaz, nucléaire).

Contrairement aux Églises catholiques et protestantes, le Patriarcat de Moscou ne publie pas de rapports financiers détaillés exploitables dans le cadre d'un audit. En conséquence, cette opacité délibérée crée un environnement opaque dans lequel les flux financiers reliant l'Église à l'État ou à des entités privées demeurent largement non traçables. Par ailleurs, le Kremlin adopte une approche calculée dans son soutien et n'accorde à l'Église que ce qui sert directement ses intérêts politiques, lui refusant ainsi, par exemple, [l'instauration d'une taxe et l'attribution d'une chaîne de télévision fédérale](#).

L'Église orthodoxe russe fonctionne comme un réseau économique polymorphe, combinant revenus religieux traditionnels (dons), activités commerciales (Sofrino, télévision, immobilier), subventions étatiques massives et discrètes, financements corporatifs d'élites économiques liées au pouvoir et transferts patrimoniaux de l'État.

### 3. L'Église orthodoxe russe au service de la projection de puissance extérieure de la Fédération de Russie.

#### 3.1 L'action internationale de l'Église orthodoxe russe : structuration des réseaux et stratégies d'influence.

Le développement majeur de l'action internationale de l'Église orthodoxe russe est la création, à la fin de 2021, d'un exarchat patriarcal pour l'Afrique couvrant l'ensemble du continent. Cette structure empiète délibérément sur la juridiction historique du Patriarcat d'Alexandrie, marquant une rupture institutionnelle volontaire. Depuis cette décision, des évêques et prêtres russes ont été envoyés massivement : en trois ans seulement, plus de 350 paroisses ont été ouvertes dans environ 32 pays (entre autres : République centrafricaine, Kenya, Nigeria, Tanzanie, Ouganda, Malawi, Madagascar, Zambie). Ce déploiement montre que l'EOR dépasse un rôle strictement spirituel : elle fonctionne comme un outil de contact social et culturel. Elle facilite l'accès à des réseaux locaux existants et limite les obstacles à l'implantation étrangère russe. L'Église orthodoxe s'appuie sur des actions d'assistance sociale et une image de respectabilité. Ces pratiques reposent sur des échanges réguliers (visites, formations, cérémonies religieuses) qui stabilisent les réseaux sur le long terme. Progressivement, elles contribuent à rendre acceptable une présence russe plus large sur le continent. Cette dynamique s'observe également dans des contextes où la Russie dispose déjà d'une empreinte opérationnelle au sol, notamment à travers des sociétés militaires privées ou des coopérations sécuritaires, en atténuant les perceptions négatives associées à cette présence. Cette dynamique est particulièrement visible au [Kenya](#), où l'Église orthodoxe russe est officiellement implantée avec un nombre important de paroisses. Elle l'est également en [République centrafricaine](#), où les premières implantations ont constitué autant de points d'ancrage et où l'activité religieuse est en expansion.

En Europe, le patriarcat de Moscou s'appuie principalement sur la densité des diasporas russophones. Les paroisses orthodoxes jouent un rôle central dans [l'organisation des communautés, bien au-delà du cadre strictement religieux](#). Elles offrent des espaces d'entraide, de socialisation et de transmission culturelle, notamment autour de la famille et de l'identité. Cette structuration génère un capital social mobilisable. Elle facilite la circulation d'informations, la création de cercles d'influence, la mise en relation d'acteurs économiques et associatifs ainsi que la diffusion de normes présentées comme « traditionnelles ». De nombreux travaux montrent que les instruments de soft power russe, en particulier les fondations et les dispositifs de diplomatie culturelle, s'articulent étroitement avec les [réseaux communautaires en soutenant des projets culturels, éducatifs ou patrimoniaux](#).

Outre que dans le monde slave se développent les instituts Roussky Mir, dans l'espace post-soviétique européen la Moldavie constitue un cas particulièrement révélateur. Plusieurs analyses montrent que [l'Église orthodoxe y conserve une forte crédibilité sociale et reste un vecteur d'influence important](#). Elle intervient dans la vie quotidienne de la population. Cela lui permet de toucher des publics plus souvent éloignés des canaux politiques classiques. Des travaux menés notamment par [Carnegie](#) soulignent le rôle de l'orthodoxie dans les stratégies d'influence russe, ainsi que les tensions ecclésiales locales. Des enquêtes récentes mettent également en évidence [l'utilisation de relais religieux dans les luttes d'influence liées aux scrutins électoraux et à la mobilisation de la diaspora moldave](#).

Dans le Caucase, l'action du Patriarcat de Moscou est plus discrète mais s'inscrit dans un environnement où les relations institutionnelles sont fragiles. Les interactions religieuses (visites, contacts entre hiérarchies, médiations symboliques) permettent de maintenir des liens dans une région marquée par des conflits pregnants et des récits identitaires concurrents. [L'Azerbaïdjan](#) constitue un exemple de cette dynamique. Bien que le pays soit majoritairement musulman, l'Église orthodoxe russe y est officiellement implantée à travers l'éparchie de Bakou, placée sous l'autorité directe du Patriarcat de Moscou. Cette présence religieuse reconnue permet à Moscou de conserver un point d'ancrage institutionnel dans le Caucase du Sud. Elle s'inscrit dans une logique de coexistence encadrée avec les autorités locales et contribue à maintenir des canaux de dialogue réguliers, indépendamment des relations politiques plus larges.

En Europe du Sud-Est, la [Serbie occupe une place singulière dans la stratégie d'influence russe](#). Souvent qualifiée de « petite sœur » dans le monde russe, elle est présentée comme un partenaire naturel en raison de liens historiques, culturels et surtout religieux étroits. La proximité entre le Patriarcat de Moscou et l'Église orthodoxe serbe s'inscrit dans cette relation privilégiée. Ce lien religieux contribue à entretenir une représentation de la Russie comme alliée traditionnelle de la Serbie, notamment dans un contexte marqué par le souvenir des bombardements de l'OTAN en 1999, par les tensions toujours vives autour du Kosovo et par l'ambivalence stratégique de Belgrade entre le rapprochement européen et le maintien de relations étroites avec Moscou. Cette proximité favorise la diffusion de récits russes dans l'espace public serbe, notamment via des médias et des réseaux culturels, renforçant ainsi l'ancrage symbolique de la Russie dans la société serbe.

Ce type d'action peut être efficace sans être très visible. L'essentiel est qu'il permette de maintenir des réseaux locaux et de donner de la légitimité à certains acteurs. En influençant ce qui est reconnu comme une autorité religieuse ou morale, l'Église peut peser indirectement sur les équilibres

locaux. Dans des territoires marqués par des conflits ou des statuts contestés, cette capacité est importante. Agir sur les représentations collectives et sur les appartenances communautaires permet d'influencer les dynamiques locales, même lorsque les frontières politiques ne sont pas clairement établies ou reconnues.

En Asie centrale, le Patriarcat de Moscou s'inscrit dans une logique de continuité héritée de la période post-soviétique. Il accompagne les communautés russophones, maintient la présence institutionnelle et conserve des canaux relationnels avec certaines élites locales, dans des États engagés dans des politiques de renforcement de leur souveraineté identitaire. Les travaux consacrés au christianisme dans l'espace post-soviétique montrent que la présence orthodoxe se concentre principalement au [Kazakhstan](#). Toutefois, elle demeure visible dans d'autres pays de la région comme en [Ouzbékistan](#) ou encore au [Kirghizistan](#). Cette présence suffit à maintenir un réseau communautaire, social et patrimonial contribuant à la persistance de l'influence russe.

### 3.2 Justification idéologique et rhétorique de la politique étrangère russe

L'appareil idéologique du Kremlin ne se contente pas de soutenir l'effort de guerre ; il a opéré une mutation théologique radicale pour s'affranchir des contraintes traditionnelles du *Justum Bellum* (guerre juste). Historiquement, la doctrine chrétienne, héritée de Saint Augustin et de Saint Thomas d'Aquin, impose des critères stricts de [jus ad bellum](#) (cause juste, dernier recours) et de [jus in bello](#) (proportionnalité, distinction des civils). Or, le discours du Patriarcat de Moscou a délibérément évacué cette rationalité éthique au profit d'une eschatologie de la « Guerre Sainte » (*Священная война - Svyaschennaya Voyna*). Ce glissement, initié dès mars 2022 par le patriarche Kirill lors de son [sermon du « Dimanche du Pardon »](#), a requalifié le conflit en une « lutte métaphysique » contre un Occident globalisé, perçu comme le vecteur d'une civilisation du péché et de l'Antéchrist.

Cette posture permet de dépolitiser l'agression militaire pour la présenter comme un impératif de sécurité spirituelle : comme expliqué précédemment, la Russie s'arroge le rôle de *Katechon*, la force historique qui « retient » l'apocalypse, légitimant ainsi une certaine violence. Cette radicalisation s'est institutionnalisée le [27 mars 2024](#) avec le [décret du Conseil mondial du peuple russe](#), définissant l'« opération militaire spéciale » comme une guerre de libération nationale contre un « régime criminel » à Kiev et un Occident « tombé dans le satanisme ». En présentant le conflit comme une résistance anticoloniale contre l'impérialisme moral occidental (droits LGBTQ+, sécularisme), Moscou cherche à créer une solidarité civilisationnelle avec le « Sud global » via une rhétorique de défense des valeurs traditionnelles, contournant ainsi l'isolement diplomatique décrété par l'« Occident collectif ».

La fracture au sein de l'orthodoxie ukrainienne dépasse la simple déclaration d'indépendance de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou (dont l'acronyme anglais est souvent utilisé, UOC-MP pour Ukrainian orthodox church – Moscow patriarchate) lors du [concile de Feofaniya](#) en mai 2022. Si l'UOC-MP a supprimé les références administratives à Moscou dans ses statuts, les analyses du Service d'État ukrainien (DESS) confirment que cette [rupture reste canoniquement incomplète](#) : l'[absence de déclaration d'autocéphalie](#) et le maintien de la communion spirituelle suggèrent une indépendance en trompe-l'œil. Cependant, l'érosion de l'influence moscovite n'est pas uniquement un processus organique ; elle est fortement catalysée par une politique interventionniste

de Kiev, dont l'épicentre est la bataille pour la Laure des Grottes de Kiev (Києво-Печерська лавра, Petchersk signifiant Grotte, en référence aux grottes monastiques creusées au-dessus du Dniepr au XI<sup>e</sup> siècle).

La Laure, un des symboles historiques de l'orthodoxie russe, cristallise cette guerre de position. L'État ukrainien, propriétaire des lieux, a repris le contrôle de la « Laure Haute » début 2023 pour l'ouvrir à l'Église orthodoxe d'Ukraine (Orthodox church of Ukraine - OCU) autocéphale, tout en engageant une procédure d'éviction de l'UOC-MP de la « Laure Basse » pour collaborationnisme. Ce n'est donc pas seulement un « soft power résiduel » qui est en jeu, mais une lutte physique et judiciaire pour un symbole spirituel fort. L'adoption de la [loi 8371](#) en août 2024, interdisant les [liens avec l'État agresseur](#) et interdisant officiellement UOC-MP, Kiev offre à Moscou un argumentaire puissant : celui de l'intolérance religieuse et du martyr potentiel. En présentant les mesures de sécurité nationale prises par la Bankova comme une « persécution religieuse », la diplomatie russe tente d'inverser l'accusation morale, se posant en protectrice des croyants opprimés face à un État ukrainien qui violerait la liberté de culte au nom de la guerre.

La dimension civilisationnelle du conflit s'incarne dans la réforme du calendrier liturgique, acte politique majeur de « dé-russification ». L'adoption par l'État et l'OCU du [calendrier néo-julien](#) (Noël le 25 décembre) marque une volonté de synchronisation avec l'Europe. Si les sondages, notamment ceux du groupe Rating, indiquent un soutien [d'environ 63%](#) à cette réforme, il convient d'interpréter ces chiffres avec une extrême prudence. La méthodologie des [sondages en temps de guerre](#) comporte des biais structurels majeurs : exclusion des territoires occupés et des millions de réfugiés, et surtout, un fort biais de désirabilité sociale qui pousse les répondants à s'aligner sur la position patriotique dominante. Ce chiffre de 63% ne reflète donc pas nécessairement une adhésion liturgique profonde, mais plutôt une tendance au rejet politique de l'agresseur.

Enfin, l'idée que l'attractivité du modèle religieux russe se serait « effondrée » mérite d'être nuancée. Si l'identification institutionnelle à Moscou a chuté (5-6% selon [Razumkov/KIIS](#)), le substrat théologique et culturel du *Roussky Mir* [résiste à travers la liturgie](#). Pour les tenants de la doctrine de Moscou comme « Troisième Rome », la fidélité à l'orthodoxie passe par la préservation des rites séculaires et, surtout, de la langue liturgique : le slavon d'église. Tant que la liturgie reste célébrée en slavon dans les paroisses de l'UOC (et même parfois par habitude dans l'OCU), le lien ombilical avec la sphère d'influence spirituelle russe persiste. La réforme calendaire peut dès lors apparaître comme cosmétique si elle ne s'accompagne pas d'une transformation ecclésiologique profonde. La véritable rupture ne se joue pas sur la date de Noël, mais sur la capacité de l'orthodoxie ukrainienne à forger une identité propre qui ne soit plus définie en miroir, ou en opposition, à celle de la Troisième Rome.

### 3.3 Soutien opérationnel au régime et lien avec le renseignement

Les services de renseignement russes entretiennent des relations étroites avec l'Église orthodoxe russe depuis le rapprochement opéré par Staline en 1943 afin de [sécuriser une potentielle sphère d'influence religieuse en Europe de l'Est](#) à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. En parallèle, craignant que les institutions religieuses alors réprimées ne soient utilisées pour véhiculer des messages antisoviétiques au sein de la population, le régime place des agents dans la hiérarchie de l'Église orthodoxe russe. À titre d'exemple, selon une note interne du NKVD datant de 1947, [15 des](#)

[18 évêques orthodoxes de l'époque étaient des agents de renseignement](#), s'ajoutant à un réseau comptant 574 agents et 1636 informateurs. Cette mainmise des différents services de renseignements soviétiques sur l'Église orthodoxe russe se poursuit durant toute la guerre froide. Ainsi, de nombreux hauts responsables religieux de la période post-soviétique ont des liens très forts avec le FSB et le GRU. L'actuel patriarche Kirill [opérait à Genève dans les années 70 pour le compte du KGB](#), avec comme couverture son poste de représentant au sein du Conseil œcuménique des Églises. Le fondateur du Patriarcat de Kiev de l'Église orthodoxe ukrainienne (EOU-PK – non reconnue canoniquement à l'époque et ancêtre directe de l'OCU), Philarète de Kiev, [est lui-aussi recruté dès 1957 par le KGB](#). Ce dernier fonde l'EOU-PK en 1992 suite à sa défaite face à Alexis II lors des élections du Patriarcat de Moscou en 1990.

Les services de renseignement russes semblent avoir conservé un rapport à l'Église orthodoxe très proche des interactions de la guerre froide. De nombreux exemples permettent d'affirmer que l'institution sert encore dans certains cas de couverture au SVR, au FSB et au GRU pour mener des opérations dans des pays occidentaux. Ainsi, le FBI transmet en 2023 aux hautes autorités orthodoxes américaines [une note d'avertissement relative aux tentatives de recrutement d'informateurs](#) par les services russes aux États-Unis par le biais des congrégations. De plus, Dmitry Petrovsky, un prêtre orthodoxe russe, a été arrêté en 2023 pour avoir tenté de recruter des informateurs au profit du GRU au sein des communautés orthodoxes aux États-Unis. En 2021, des documents avaient été trouvés sur son ordinateur détaillant l'action des services de renseignement russe vis-à-vis des clercs à l'étranger, et spécifiant que [toute démarche devait être entreprise avec l'accord du patriarche de Moscou](#).

À l'échelle européenne, l'EOR est également perçue comme un réseau d'influence et d'espionnage. Plusieurs enquêtes indiquent qu'elle construit systématiquement des églises à proximité d'installations stratégiques, de bâtiments gouvernementaux et de bases militaires dans différents pays. Le Säpo (services de renseignement suédois) soupçonne ainsi que l'Église orthodoxe serve de plateforme de collecte de renseignements. [L'église de Västerås](#) en est un exemple révélateur : partiellement financée par *Rosatom*, l'entreprise nucléaire public russe liée au GRU, elle se situe à proximité d'une base aérienne, d'une usine de combustible nucléaire et du quartier général de l'armée suédoise. En France, cette menace est aussi présente notamment depuis l'inauguration du Centre spirituel et culturel orthodoxe russe en 2016, surnommé le « [Kremlin-sur-Seine](#) ». Bénéficiant d'un statut d'extraterritorialité diplomatique, il jouit des mêmes avantages juridiques et protections que les missions diplomatiques.

Au-delà de la propagande, l'EOR participe directement à l'effort militaire russe et cherche à éliminer toute opposition religieuse en Ukraine. En octobre 2023, le SBU (Service de sécurité d'Ukraine) a découvert que [l'EOR participait au recrutement de sociétés militaires privées](#) pour combattre en Ukraine, telles que « la Croix de Saint-André ». Dans les territoires occupés, les forces russes contraignent les congrégations à collaborer directement avec l'EOR. [Les prêtres qui refusent](#) sont remplacés par des prêtres venus de Russie. Parallèlement, les forces russes ont saisi des bâtiments appartenant à l'Église orthodoxe d'Ukraine (OCU) et chargé des prêtres de l'EOR de recueillir des informations sur les ecclésiastiques et paroissiens pro-ukrainiens. Les autorités d'occupation refusent d'autoriser l'existence de communautés non affiliées au Patriarcat de Moscou,

menant à des raids, à la surveillance et à l'interruption des services publics (gaz, eau, électricité) dans les églises indépendantes.

Ainsi, l'Église orthodoxe russe combine influence culturelle, couverture religieuse et présence stratégique pour soutenir les services de renseignement et consolider l'autorité de l'État russe à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle agit comme un cheval de Troie du Kremlin, mêlant propagande, collecte d'informations et légitimation idéologique, tout en restant juridiquement protégée et difficilement contrôlable dans les pays étrangers.

## Conclusion

Dans une Russie marquée par les tensions et une quête d'orientations idéologiques, l'Église orthodoxe russe s'impose comme un repère identitaire et moral. Elle offre un récit de continuité historique et civilisationnelle qui répond aux incertitudes liées au conflit ukrainien. Au cœur de la guerre, elle s'insère dans les leviers de puissance mobilisés par la Fédération de Russie et ne se réduit pas à un simple relais du Kremlin. L'Église orthodoxe agit comme un partenaire engagé, dont la mission et les intérêts convergent avec ceux du régime. Cette relation consolide à la fois l'autorité politique et la visibilité religieuse, ce qui fait de l'EOR une clé de lecture majeure pour comprendre la Russie contemporaine en temps de guerre.

Cette position centrale s'accompagne toutefois de fragilités : l'adhésion affichée aux orientations du régime sur l'offensive en Ukraine abîme la crédibilité spirituelle du Patriarcat de Moscou, nourrit les divisions au sein du monde orthodoxe et multiplie les risques de contestation, en interne comme à l'international. La guerre joue donc un rôle de révélateur et d'accélérateur. Elle renforce l'usage politique du religieux, tout en rendant possible, à terme, une perte d'influence liée à l'érosion de la confiance ou, au contraire, d'un accroissement de son rayonnement en cas de victoire militaire en Ukraine.

En arrière-plan de cette dynamique centrale, l'islam occupe également une place importante dans la Russie en guerre en tant que deuxième confession du pays, se révélant comme un partenaire essentiel aux ambitions militaires et politiques du Kremlin.

## Bibliographie

### Introduction

Borys Gudziak, « Russian Orthodox leader Patriarch Kirill's unholy war against Ukraine », Atlantic Council (3 août 2023) ([lien](#))

*Patriarche Kirill, interview/déclaration dans YouTube*, vidéo ([lien](#))

Article « List of Christian denominations by number of members » ([lien](#))

Article « Russian Orthodox Church », Wikipedia ([lien](#))

## 1. L'Église orthodoxe russe face au pouvoir politique : de la subordination impériale à l'instrumentalisation contemporaine

Sous l'Empire russe

Vadim KAMENKA, [cairn.info](#), *La Russie et son mariage avec la religion orthodoxe*, 2021 ([lien](#))

Daryna PATIUK, [cairn.info](#), *Espionner ou prier : l'Église orthodoxe russe, comment l'Ukraine lutte contre cet outil du Kremlin*, 2024 ([lien](#))

Anna DOLYA, [cairn.info](#), *L'Église orthodoxe russe au service du Kremlin*, 2015 ([lien](#))

La révolution bolchévique

Alexandra GOUZEVA, [gw2ru.com](#), *Comment les bolcheviks ont détruit l'Église orthodoxe russe*, 5 avril 2022 ([lien](#))

Adriano ROCCUCCI, [Cairn.info](#), *Le tournant de la politique religieuse de Staline*, 2009 ([lien](#))

Le Monde, *La campagne contre la religion s'intensifie en U.R.S.S.*, 5 février 1964 ([lien](#))

Est-Ouest (ENS Lyon), *La liberté de conscience en Russie : du transfert d'un modèle occidental à l'affirmation d'une identité religieuse propre*, sans date ([lien](#))

Aleteia, *L'Église clandestine de l'ex-URSS ou le poids du silence*, 21 novembre 2017 ([lien](#))

Le Point, *Poutine évoque son baptême secret sous Staline*, 7 janvier 2012 ([lien](#))

Période post-URSS (1991 - aujourd'hui)

Nicolas MILETITCH, *Revue des Deux Mondes*, *Le Kremlin et le patriarcat. Pouvoir et orthodoxie dans la Russie de Vladimir Poutine*, mars 2005 ([lien](#))

Réforme, *En Russie, le pacte entre l'État et l'Église orthodoxe*, 27 février 2023 ([lien](#))

Kathy ROUSSELET, *Observatoire international du religieux (CNRS)*, *L'Église orthodoxe russe et le pouvoir russe un an après la guerre*, juin 2023 ([lien](#))

Observatoire international du religieux (CNRS), *Quelles résistances au sein de l'Église orthodoxe russe ?*, sans date ([lien](#))

Zoïa SVETOVA, Desk Russie, *Une purge de l'Église orthodoxe russe*, 27 janvier 2024 ([lien](#))

Nouvelle Revue Théologique (NRT), *Le millénaire du baptême de saint Vladimir (988-1988)*, sans date ([lien](#))

Marlène LARUELLE, Le Grand Continent, *La doctrine du Patriarche Kirill pour le « monde russe »*, 5 mai 2024 ([lien](#))

## 2. L'Église orthodoxe russe comme instrument idéologique et social de la guerre en Ukraine

Soutien idéologique au régime

Ilya BOUDRAITSKIS, *Entre les lignes entre les mots, Naissance et chute du « monde russe »: histoire d'un concept*, juin 2022 ([lien](#))

Zenon KOWAL, Desk Russie, *Rousski Mir, le « monde russe »*, mai 2024 ([lien](#))

Milan CZERNY, Le Grand Continent, *Comment Poutine veut effacer l'Ukraine*, février 2022 ([lien](#))

Veronica CIBOTARU, Le Monde, *Eglise orthodoxe russe: « la guerre en Ukraine ne serait rien d'autre qu'un combat métaphysique contre une force du mal »*, mars 2022 ([lien](#))

XXVe Congrès mondial du peuple russe, *Recommandation sur « Le présent et l'avenir du monde russe »*, novembre 2023 ([lien](#))

RFE/RL, RadioFreeEurope/RadioLiberty, *Russian Patriarch Kirill Says Dying In Ukraine 'Washes Away All Sins'*, septembre 2022 ([lien](#))

Le rôle social de l'Église orthodoxe

Marina SIMAKOVA, Le Grand Continent, *Russie: la morale de Vladimir Poutine*, décembre 2023 ([lien](#))

Ctrcenter, *Churches of the Russian Orthodox Church collect money for the war against Ukraine*, décembre 2023 ([lien](#))

Angeline TREFILOVA, The Moscow Times, *Training the 'Warriors of Victory': Russian orthodox Church marks 3 years of War in Ukraine*, février 2025 ([lien](#))

Denys BRYLOV, Observatoire international du religieux, *« Priests on the front lines »: the religious factor in the Russian army*, septembre 2025 ([lien](#))

Meduza, *« Бог — наш генерал ». По какой книге священников РПЦ будут готовить к зоне боевых действий (« Dieu est notre général. » Quel livre servira à préparer les prêtres de l'Église orthodoxe russe aux zones de combat ?)*, 18 avril 2024 ([lien](#))

Président de la Fédération de Russie, *Décret sur l'adoption des fondements de la politique d'État pour préserver et renforcer les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes*, 2022 ([lien](#))

Russian Life, *With Prayers and Drones*, avril 2025 ([lien](#))

Le Grand Continent, *La doctrine du patriarche Kirill pour le « monde russe »*, mai 2025 ([lien](#))

Céline MARANGÉ, Cairn, *Action et instrumentalisation des acteurs religieux russes sur la scène internationale*, 2022 ([lien](#))

Régis GENTÉ, Religioscope, *Russie: L'Église orthodoxe, l'État et la société - Entretien avec Nikolai Mitrokhine*, janvier 2014 ([lien](#))

Le financement de l'Église Orthodoxe russe

Religioscope, *Entretien avec Nikolai Mitrokhine*, 10 janvier 2014 ([lien](#))

Nikolay MITROKHIN, Observatoire des Religions (CNRS), *L'Église orthodoxe russe et l'économie orthodoxe mondiale*, avril 2025 ([lien](#))

### 3. L'Église orthodoxe russe au service de la projection de puissance extérieure de la Fédération de Russie

L'action internationale de l'Église orthodoxe russe : structuration des réseaux et stratégies d'influence

AfrinZ, *New Parish of the Russian Orthodox Church Opened in Kenya*, novembre 2025 ([lien](#))

Le Monde, *L'Église orthodoxe de Bangui, symbole de l'influence russe grandissante en Centrafrique*, 28 juillet 2023 ([lien](#))

Foreign Policy, *Russia's Orthodox Church Is a Key Tool of Influence Abroad*, 19 septembre 2025 ([lien](#))

Marlène LARUELLE, Hérodote, *Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère post-soviétique*, 2017 ([lien](#))

Ukrainian Institute, *The « Russkiy Mir » (“Russian World”) Foundation: A Case Study*, 2022 ([lien](#))

Hague Research, *The Moldovan Orthodox Church: Losing Influence but Still Valuable for Russian Soft Power*, 2023 ([lien](#))

Carnegie Endowment for International Peace, *Moldova, Russia and Election Interference*, 2024 ([lien](#))

Reuters, *Holy war: How Russia recruited Orthodox priests to sway Moldova's voters*, 26 septembre 2025 ([lien](#))

Ay Khan HASANOV, Orthodox Christian Laity, *Orthodox Christianity in Azerbaijan as a Unique Example of Tolerance*, 2 janvier 2019 ([lien](#))

Angélique CURDY, Blue Europe, *La Serbie et ses partenaires : un numéro d'équilibriste*, 19 mars 2025 ([lien](#))

Pew Research Center, *Religious Belief and National Belonging in Central and Eastern Europe*, 2017 ([lien](#))

U.S. Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Uzbekistan, Country Update Report*, mai 2024 ([lien](#))

U.S. Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Kyrgyzstan (country brief)*, 2024 ([lien](#))

Justification idéologique et rhétorique de la politique étrangère russe

Volodymyr BUREHA, Public Orthodoxy, *The Moscow Patriarchate and the « Struggle for War »*, 5 septembre 2024 ([lien](#))

Razumkov Centre, *Religiosity, trust in the Church, confessional division and inter-church relations in Ukrainian society*, octobre 2024 ([lien](#))

Martin FORNUSEK, The Kyiv Independent, *Cutting ties with Moscow — What Ukraine's church bill really means*, 13 décembre 2024 ([lien](#))

Center for European Policy Analysis (CEPA), *How the Russian Orthodox Church Conceptualizes the Ukraine War*, 13 novembre 2024 ([lien](#))

Jean-Benoît POULLE, Le Grand Continent, *La guerre sainte de Poutine*, 7 mars 2022 ([lien](#))

Iryna PEREPECHKO, Babel, *KIIS poll: 80% of Ukrainians support the ban of the Ukrainian Orthodox Church of the Moscow Patriarchate*, 15 octobre 2024 ([lien](#))

KIIS, *Public Opinion Research in Ukraine Under Wartime Conditions*, mai 2024 ([lien](#))

Religious Information Service of Ukraine, *Over 60% of Ukrainians support the transition to the new church calendar*, 8 juin 2023 ([lien](#))

RadioFreeEurope/RadioLiberty, *Orthodox Church of Ukraine approves calendar switch in widening diversion from Russia*, 24 mai 2023 ([lien](#))

Euromaidan Press, *The Ukrainian Orthodox Church says it left Moscow. Documents say otherwise*, 9 septembre 2025 ([lien](#))

Mark R. ELLIOT, Digital Commons at George Fox University, *Ukrainian Orthodox Church clerics and activists under suspicion, under investigation, sanctioned, detained, and/or convicted for collaboration with Russia or for promotion of Russian war narratives*, juin 2025 ([lien](#))

VoxCheck Team, Vox Ukraine, *Who Preaches Lies: Fact-checking the MPs Who Are Against Banning the UOC MP*, 21 août 2024 ([lien](#))

Charles Paul ZÉRO, Conflits, *Le jus ad bellum interdit-il la victoire militaire ?*, 19 mars 2021 ([lien](#))

Charles Paul ZÉRO, Conflits, *Le jus in bello interdit-il la victoire militaire ?*, 27 janvier 2021 ([lien](#))

Українська Православна Церква (Église Orthodoxe Ukrainienne), [news.church.ua](https://news.church.ua), *Постанова Собору Української Православної Церкви від 27 травня 2022 року (Résolution du Conseil de l'Église orthodoxe ukrainienne du 27 mai 2022)*, 27 mai 2022 ([lien](#))

Верховна Рада України (Verkhovna Rada d'Ukraine), *Про захист конституційного ладу у сфері діяльності релігійних організацій (Sur la protection de l'ordre constitutionnel dans le domaine des activités des organisations religieuses)*, 20 août 2024, ([lien](#))

Soutien opérationnel au régime et lien avec le renseignement

Sébastien SEIBT, Louise NORDSTROM, France 24, *Influence, espionnage... L'Église orthodoxe russe, cheval de Troie de Moscou en Suède*, 4 juillet 2025 ([lien](#))

Jean-Marc ADOLPHE, Marianne, *Paris : la curieuse impunité du "Kremlin-sur-Seine", fief de la propagande russe et possible nid d'espions*, 4 mars 2024 ([lien](#))

Sasha VAKULINA, Euronews, *Opérations de renseignement (non) orthodoxes : comment la Russie utilise ses églises à l'étranger*, 7 juillet 2025 ([lien](#))

Jess DALY, Foreign Interference & Disinformation, *Russia's Spy Network Under Moscow's Religious Cloak*, 17 décembre 2024 ([lien](#))

[cairn.info](https://cairn.info), *L'Église orthodoxe russe au service du Kremlin*, 2020 ([lien](#))

Kathryn DAVID, [aeon.co](https://aeon.co), *How Stalin enlisted the Orthodox Church to help control Ukraine*, 13 mars 2023 ([lien](#))

Roman SKAKUN, Facebook, Publication Facebook, 23 janvier 2018 ([lien](#))

Le Figaro, *Le patriarche russe Kirill travaillait pour le KGB pendant la Guerre froide*, 6 février 2023 ([lien](#))

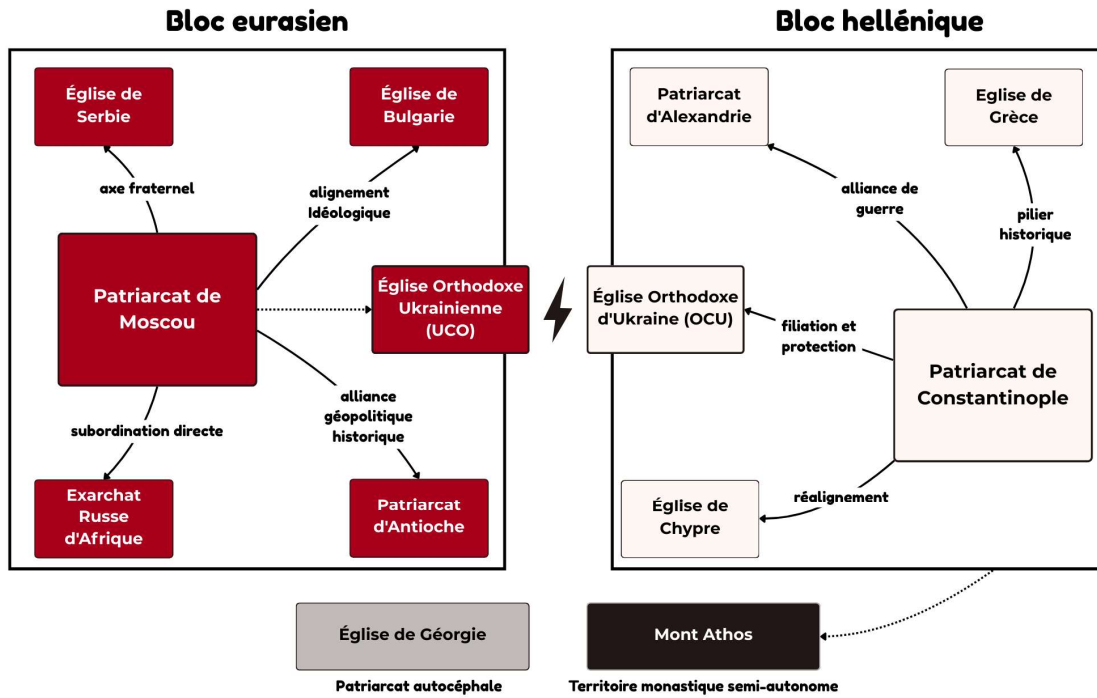
Felix CORLEY, [Academia.edu](https://Academia.edu), *The Antov Files: Patriarch Filaret and the KGB*, 2024 ([lien](#))

Andrei SOLDATOV, Irina BOROCHAN, [agentura.ru](https://agentura.ru), *Putin's Useful Priests*, 21 septembre 2023 ([lien](#))

## Annexes

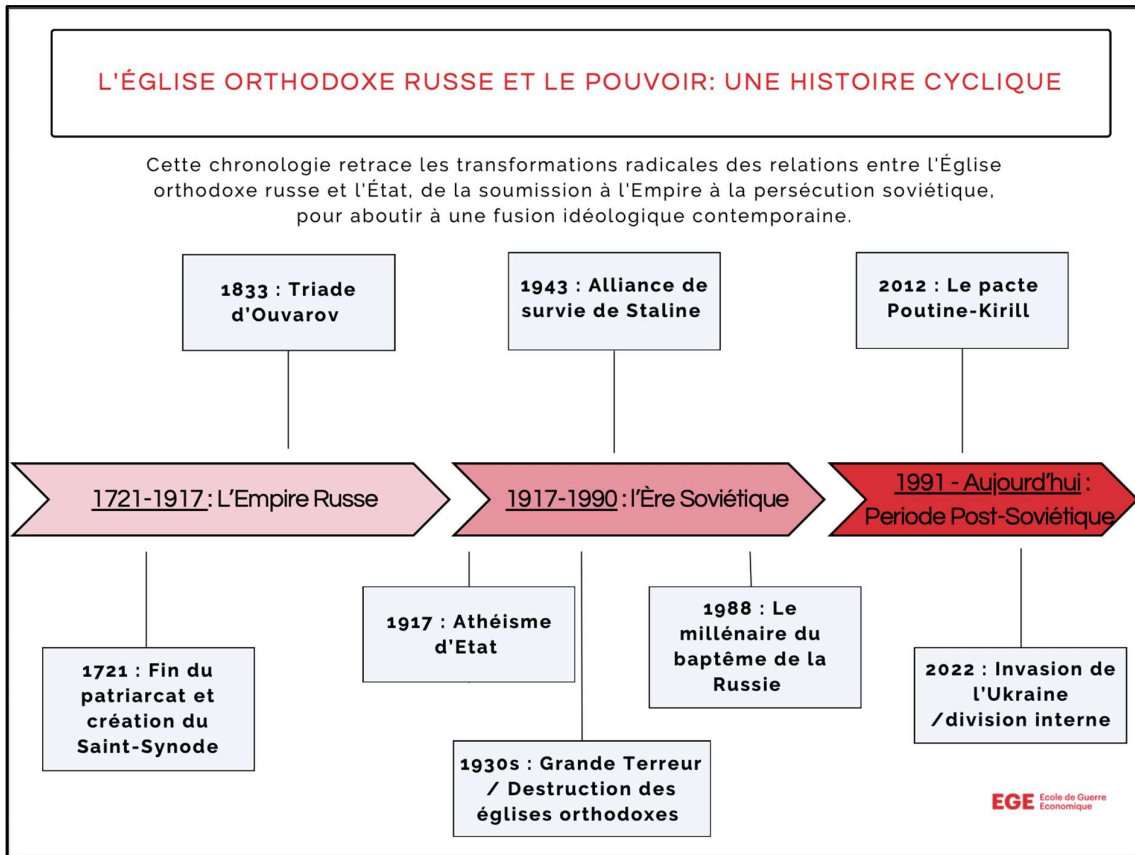
### PARTIE 1 - A

**Annexe n°1**



**PARTIE 1 - C**

**Annexe n°2**



Glossaire :

**Filioque** : Expression latine signifiant « et du Fils », ajoutée au Credo chrétien occidental pour affirmer que le Saint-Esprit procède à la fois du Père et du Fils. Cet ajout, adopté progressivement par l'Église catholique à partir du Moyen Âge, a été rejeté par les Églises orthodoxes, qui maintiennent que le Saint-Esprit procède uniquement du Père, conformément au Credo de Nicée-Constantinople (381).

**Pierre le Grand** : Pierre le Grand (1672-1725) est tsar puis empereur de Russie à partir de 1682 ; il modernise en profondeur l'État en s'inspirant de l'Europe occidentale. Réformateur autoritaire, il renforce l'autocratie, transforme l'armée et l'administration, et place l'Église orthodoxe sous le contrôle direct du pouvoir impérial.

**Invasion allemande** : Après l'opération Barbarossa, le Kremlin se sert de l'orthodoxie pour souder la population autour du régime, à partir de là Staline se sert de la religion comme d'un instrument au service de son idéologie.

**Perestroïka** : La perestroïka, lancée par Gorbatchev en 1985, est la « restructuration » économique et politique de l'URSS pour moderniser l'économie planifiée et introduire la glasnost (transparence). Elle mène à l'effondrement de l'URSS en 1991.

**La russification des territoires conquis** : L'annexion du royaume de Géorgie en 1801 est suivie, en 1811, par la suppression de l'autocéphalie de l'Église orthodoxe géorgienne, placée sous l'autorité du Saint-Synode de Saint-Pétersbourg.

**Balkans ottomans** : Référence à la guerre russo-turque de 1877-1878 qui aboutit au traité de San Stefano, renforçant l'influence russe au nom de la protection des populations orthodoxes.

**Pussy riot** : Collectif féministe punk russe, fondé à Moscou en 2011, connu pour ses performances artistiques et politiques provocatrices dénonçant l'autoritarisme du régime de Vladimir Poutine, le patriarcat et l'alliance entre l'État russe et l'Église orthodoxe.

Cf. Les mouvements sociaux en Russie

**Métropolitite** : Archevêque de l'Église orthodoxe.

**Antioecuménique** : Conception qui rejette le pluralisme chrétien et considère souvent les autres Églises comme doctrinalement déviantes plutôt que comme des partenaires possibles dans une démarche d'unité.

**Sotériologique** : Partie de la théologie concernant le salut et la rédemption par le Christ.

**Slavité** : La slavité désigne l'ensemble des caractères culturels, linguistiques, historiques et identitaires communs aux peuples slaves, dont les croyances religieuses. La slavité est, historiquement, souvent associée à l'orthodoxie.

**Irrédentiste** : Doctrine politique nationaliste selon laquelle certains territoires devraient être intégrés à un autre État que celui dont il relève parce qu'ils en ont autrefois fait partie ou pour des raisons historiques, ethniques ou linguistiques.

**Famille patriarcale** : Forme d'organisation sociale dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille par rapport à la femme.

**Étranger proche** : Notion qui constitue un des aspects essentiels de la doctrine géopolitique russe depuis la chute de l'URSS. L'étranger proche correspond à l'ensemble des pays de l'ex-URSS et constitue une « sphère d'intérêt vital ».

**Exarchat** : dans l'Église d'Orient, circonscription administrée par un exarque, dignitaire ecclésiastique.

**Éparchie** : circonscription civile et territoriale correspondant au diocèse, dans les Églises d'Orient.

**EGE** Ecole de Guerre  
Economique

Ecole de Guerre Economique  
196 rue de Grenelle, 75007 Paris  
ege.fr



AEGE – Le réseau d'experts en intelligence  
économique

[aeg.fr](http://aeg.fr)

[portail-ie.fr](http://portail-ie.fr)

[infoguerre.fr](http://infoguerre.fr)